

Extradition délicate de Viktor Bout aux Etats-Unis

Thaïlande Le marchand d'armes présumé, ex-pilote de l'armée soviétique, a été escorté mardi par un commando thaïlandais à l'aéroport de Bangkok. Il a été placé à bord d'un jet spécialement affrété. Ayant utilisé sept pseudonymes, parlant six langues, il est passible de la perpétuité

Arnaud Dubus, Bangkok

La scène aurait pu clore le film *Lord of War*, dans lequel Nicolas Cage jouait le rôle d'un trafiquant d'armes sans scrupule, distribuant missiles sol-air et fusils automatiques à travers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine: des commandos des forces spéciales thaïlandaises escortant Viktor Bout, vêtu d'un gilet pare-balles et de tongs, puis le faisant grimper dans un avion encadré par six agents de la Drug Enforcement Agency (DEA) à destination des Etats-Unis. Mais, cette scène, qui s'est déroulée sur le tarmac de l'aéroport Don Muang de Bangkok, était bien réelle. Le long combat de Viktor, arrêté à Bangkok en mars 2008, contre la demande d'extradition formulée par Washington a finalement échoué.

Viktor Bout a été proche d'Igor Sechin, actuel vice-premier ministre de Russie

Le bouillant Russe, âgé de 43 ans, semblait lui-même résigné, n'essayant plus de résister alors qu'il se laissait guider par les commandos. Cette fois-ci, les Thaïlandais n'ont voulu prendre aucun risque. Même pas celui de permettre à Viktor Bout d'embrasser sa femme Alla, qui l'attendait devant la prison de haute sécurité de Bang Kwang où les militaires sont venus le chercher.

Le matin même, le premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva a pris la décision d'extrader le Russe. Un tribunal de Bangkok avait déjà levé en octobre les derniers obstacles légaux à l'extradition. Mais le premier ministre aurait pu arrêter le processus s'il jugeait que cette décision mettait en péril les intérêts internationaux de la Thaïlande.

Sa décision est hautement politique: Bout est tout sauf un banal prisonnier de droit commun. Il est l'enjeu d'un intense bras de fer entre Washington et Moscou. Un relent de Guerre froide qui risque, comme l'a dit le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, de «ruiner» les efforts des



Viktor Bout, marchand d'armes présumé, est l'enjeu d'un intense bras de fer entre Washington et Moscou. Un relent de Guerre froide qui risque, selon le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, de «ruiner» les efforts des Etats-Unis pour «reprendre à la base» leurs relations avec le gouvernement russe. 16 NOVEMBRE 2010, BANGKOK

Etats-Unis pour «reprendre à la base» leurs relations avec le gouvernement russe. Quant aux relations entre la Russie et la Thaïlande, elles vont virer au froid polaire pour un certain temps. «Il est profondément regrettable que les autorités thaïlandaises aient cédé à la pression politique extérieure et effectué cette extradition illégale», a indiqué un communiqué du Ministère russe des affaires étrangères.

La décision de Bangkok n'a toutefois rien de surprenant. Quand le terroriste indonésien Hambali, chef opérationnel de la Jemaah

Islamiyah, avait été arrêté dans la ville thaïlandaise d'Ayuthaya en 2003, il avait été extradé immédiatement, sans même que l'Indonésie, pourtant membre de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est, soit prévenue. Les Etats-Unis sont l'allié prioritaire de la Thaïlande depuis que Washington avait transformé, dans les années 1960, le royaume en base militaire arrière des Etats-Unis dans leur effort de guerre contre le communisme sud-est asiatique. Les firmes américaines sont aussi parmi les plus importants investisseurs en Thaïlande, apportant

quarante fois plus d'argent à l'économie du pays que les firmes russes. Viktor Bout est sous le coup de plusieurs inculpations aux Etats-Unis, notamment celle d'avoir conspiré pour attenter à la vie de ressortissants américains et pour apporter un soutien matériel à une organisation terroriste (les FARC colombiens).

Une question a été apparemment éludée par le débat judiciaire sur la légalité de l'extradition de Bout: celle de savoir pourquoi Washington tient-il tant à vouloir l'interroger et pourquoi Moscou s'évertue à empê-

cher cela? Selon un article écrit en août dans le *Moscow Times* par la journaliste Yulia Latynina, Bout était un simple major dans l'armée de l'air soviétique, mais, du fait de sa maîtrise du portugais, il était en poste au Mozambique dans les années 1980 aux côtés d'un certain Igor Sechin. C'est le même Igor Sechin qui est actuellement le vice-premier ministre de Russie et peut-être l'un des hommes les plus puissants du pays. Selon les documents juridiques pour son extradition, Viktor Bout aurait proposé, lors de sa rencontre en 2008 à Bangkok

avec des agents de la DEA se faisant passer pour des émissaires des FARC, de leur fournir 100 missiles sol-air russes de type Igla (ou SA 16, selon la nomenclature américaine). «La livraison de 100 missiles antiaériens russes semble faire partie d'un programme parrainé par le gouvernement. Il est effrayant de penser à ce que Bout pourrait dire aux autorités américaines sur celui qui a promis de lui fournir ces armes antiaériennes», écrit dans son article Yulia Latynina. Il reste à voir, bien sûr, si Viktor Bout acceptera de se livrer à ses nouveaux géoliers.

«La Guinée n'a jamais été aussi polarisée»

Afrique de l'Ouest Des heurts entre partisans du candidat défait et la police ont fait 4 morts

La Guinée, où la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a annoncé lundi soir la victoire d'Alpha Condé à la présidentielle avec 52,5% des voix contre 47,5% à Cellou Dalein Diallo, vacille entre liesse et peur. Les violences post-électorales auraient déjà fait quatre morts en deux jours en divers endroits du pays, selon un décompte de l'AFP. Alors que le vainqueur effectuait mardi «une tournée de remerciements» dans certains quartiers de la capitale Conakry, Cellou Dalein Diallo a accusé les forces de l'ordre de «brutalité sauvage» à l'encontre de ses partisans, après avoir appelé la veille ces derniers à éviter «des violences de toute nature».

Elizabeth Côté est la coordinatrice du projet «Before - Action to prevent political violence» à Conakry et la directrice de la Fondation pour les systèmes électoraux (IFES) en Guinée. Canadienne, elle vit depuis dix ans dans le pays et était de passage mardi à Berne, à l'occasion de la conférence 2010 de la Fondation Swisspeace, consacrée cette année aux élections dans les régions en conflit. Entretien.

Le Temps: Le processus électoral a été chaotique, mais il est arrivé à son terme avec l'annonce du résultat. Est-ce un motif de soulagement?

Elizabeth Côté: Personne n'a la moindre idée de ce qui peut se passer dans les semaines à venir. Tout peut arriver, car l'annonce du résultat par la Céni n'est qu'une étape. Il revient dorénavant à la Cour suprême de proclamer le résultat. Les candidats ont huit jours pour déposer des recours et la Cour en aura trois pour les examiner. Les deux prochaines semaines s'annoncent donc très incertaines, car on ne sait pas quelle sera l'attitude de la Cour suprême. Par ailleurs, la pilule de la défaite pourrait s'avérer très amère à avaler par Cellou Dalein Diallo et ses partisans.

— Pourquoi le second tour a-t-il été tant de fois reporté, avant de se tenir finalement le 7 novembre?

— Ces reports s'expliquent par les calculs des uns comme des autres. Nulle part on n'a observé un tel écart entre un premier tour (ndlr: tenu le 27 juin) et un second tour. On peut presque parler d'une nouvelle élection s'agissant du 7 novembre.

— La Guinée n'était donc pas prête à se rendre aux urnes en juin dernier? Pourtant, un formidable élan populaire accompagnait cette élection, la première à se tenir librement depuis l'indépendance en 1958.

— L'espoir était immense. Malheureusement, la Céni s'est révélée très dysfonctionnelle et paralysée par les crises de son leadership qui manquait de neutralité. Oui, les conditions n'étaient pas réunies pour ce scrutin. Entre les deux tours, les agents de bureau de vote ont dû être formés, et il y a eu un redécoupage des circonscriptions.

— De telle sorte que l'issue du second tour n'est pas contestable?

— Ce vote était bien mieux organisé et il reflète vraiment la voix des urnes. Autrement dit, s'il y a eu des fraudes, on peut dire qu'elles ont été équivalentes de part et d'autre.

— Quand vous dites «tout peut arriver», quelles sont vos craintes?

— Le contexte est dangereux car le pays n'a jamais été aussi divisé, polarisé. Il y a eu une accélération de la violence et de la répression par les forces de l'ordre. Il y a toujours

eu une prépondérance de l'ethnisme en Guinée, mais toutes les familles sont mélangées et il y a encore une envie «de vivre ensemble». Les Guinéens ont côtoyé la guerre car le pays a longtemps abrité d'immenses camps de réfugiés fuyant les conflits voisins (Côte d'Ivoire, Libéria...). Personne ici ne veut la guerre. Mais il y a une petite masse de jeunes illettrés et frustrés prêts à tout. Ils n'ont rien à perdre.

— Alpha Condé, l'opposant historique, sera selon toute vraisemblance le prochain président. Sa victoire est-elle un symbole fort?

— Oui, et il serait malheureux de la résumer à celle d'une ethnie (Alpha Condé est malinké). La réalité est qu'il a gagné le pouvoir sans jamais avoir été imbriqué dans les trafics des forces qui le tenaient auparavant, contrairement à son adversaire. On peut imaginer qu'il changera le système, mais les défis seront grands. Il va lui falloir montrer rapidement qu'il est le président de tous les Guinéens; et pour ce faire un gouvernement de large ouverture serait souhaitable. **Propos recueillis par Angélique Mounier-Kuhn**

En Haïti, le choléra suscite l'ire de la population

Epidémie L'ONU a été la cible de la colère d'habitants critiques de l'attitude des autorités

La situation restait tendue en Haïti mardi, au lendemain de heurts entre Casques bleus et manifestants en colère contre la gestion du choléra par les autorités. Des barricades de pneus en feu ont été érigées dans certains quartiers et des tirs sporadiques se sont produits à Cap-Haïtien et Hinche, a indiqué à l'AFP un responsable de la police de la capitale Port-au-Prince.

Ecoles fermées

Des heurts avaient éclaté lundi à Cap-Haïtien, deuxième ville du pays, et à Hinche, faisant deux morts et quatorze blessés dans la première, et six blessés parmi les soldats de l'ONU dans la deuxième. L'ONU a reconnu avoir tiré, en état de légitime défense, sur un des hommes qui est décédé. «On est en train de suivre l'évolution de la situation dans d'autres villes où il y a eu des tentatives de manifestations ce matin», a ajouté le responsable de la po-

lice sous couvert d'anonymat. Le ministre de l'Intérieur Paul-Antoine Bien-Aimé et le directeur général de la police haïtienne Mario Andrésof font partie d'une délégation qui va se rendre dans le nord du pays pour tenter de ramener le calme, a souligné le responsable.

Lundi à Cap-Haïtien, ville située à quelque 300 km au nord de Port-au-Prince, des manifestants avaient mis le feu à un commissariat et des véhicules qui se trouvaient à l'intérieur avaient été incendiés. Les écoles étaient restées fermées, certains parents refusant d'y envoyer leurs enfants de peur qu'ils soient contaminés par le choléra. Le même jour à Hinche, des Casques bleus népalais, accusés par une partie de la population d'avoir propagé l'épidémie de choléra (qui a fait plus de 1000 morts à ce jour), avaient été la cible de jets de pierres lors d'une manifestation, qui avait rassemblé quelque 400 personnes.

► Lire aussi en page 16